

**COMPTE-RENDU****REUNION DE COOPERATION AU DEVELOPPEMENT DE L'IE**

Bruxelles, 19-20 novembre 2009

Organisations membres de l'IE

Darcel <b>RUSSELL</b>	Australian Education Union, AEU
Morten <b>BRYNSKOV</b>	The Danish National Federation of Early Childhood Teachers and Youth Educators, BUPL
Richard <b>LANGLOIS</b>	Centrale des syndicats du Québec, CSQ
Alex <b>DAVIDSON</b>	Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (FCE), Canada
Nicole <b>PATENAUDE</b>	Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (FCE), Canada
Cassandra <b>HALLET DA SILVA</b>	Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (FCE), Canada
Tore <b>ASMUSSEN</b>	Danish Union of Teachers (DLF), Danemark
Flemming <b>SORENSEN</b>	Danish Union of Teachers (DLF), Danemark
Pedro <b>GONZALEZ</b>	Federación de Enseñanza CC.OO. (F.E.CC.OO.), Espagne
Sonsoles <b>REDONDO MARTÍN</b>	Federación de Enseñanza CC.OO. (F.E.CC.OO.), Espagne
Carmen <b>VIEITES</b>	Federación de Trabajadores de la Enseñanza de la UGT (FETE/UGT), Espagne
Henrik <b>HERBER</b>	Läraryrörbundet (LÄRARF), Suède
Helena <b>TAXELL</b>	Läraryrörbundet (LÄRARF), Suède
Samidha <b>GARG</b>	National Union of Teachers (NUT), Royaume-Uni
Amy <b>NORRISH</b>	National Union of Teachers (NUT), Royaume-Uni
David <b>EDWARDS</b>	National Education Association (NEA), Etats-Unis
Ritva <b>SEMI</b>	Opetusalan Ammattijärjestö (OAJ), Finlande
Roger <b>FERRARI</b>	Syndicat National de l'Enseignement de Second Degré (SNES-FSU), France
Florian <b>LASCROUX</b>	Syndicat National de l'Enseignement de Second Degré (SNES-FSU), France
Arnild <b>BIE-LARSEN</b>	Union of Education Norway (UEN), Norvège
Agnès <b>BREDA</b>	UNSA-Education, France

Internationale de l'Education

Fred <b>VAN LEEUWEN</b>	Secrétaire général
Janice <b>EASTMAN</b>	Secrétaire générale adjointe, Bruxelles
Gaston <b>DE LA HAYE</b>	Consultant senior auprès du Secrétaire général, Bruxelles
Nicolás <b>RICHARDS</b>	Coordinateur senior Solidarité & Développement, Bruxelles
Jefferson <b>PESSI</b>	Coordinateur Solidarité & Développement, Bruxelles
Delphine <b>SANGLAN</b>	Assistante professionnelle senior Solidarité & Développement, Bruxelles
Juliane <b>RETHORST</b>	Assistante professionnelle Solidarité & Développement, Bruxelles
Yann <b>GELISTER</b>	Assistant professionnel Solidarité & Développement, Bruxelles
Assibi <b>NAPOE</b>	Coordinatrice régionale principale Afrique
Richard <b>ETONU</b>	Coordinateur, Afrique
Emanuel <b>FATOMA</b>	Coordinateur, Afrique
Anaïs <b>DAYAMBA</b>	Coordinatrice, Afrique
Aloysius <b>MATHEWS</b>	Coordinateur régional principal Asie-Pacifique



Sagar <b>NATH PYAKURYAL</b>	Coordinateur, Asie-Pacifique
Rey <b>DICHOSO DOLOT</b>	Coordinateur, Asie-Pacifique
Chusnul <b>SAVITRI</b>	Coordinatrice, Asie-Pacifique
Sashi Bala <b>SINGH</b>	Coordinatrice, Asie-Pacifique
Jerome <b>FERNANDEZ</b>	Coordinateur, Asie-Pacifique
Govind <b>SINGH</b>	Coordinateur, Asie-Pacifique
Virginia <b>ALBERT</b>	Coordinatrice régionale principale, Caraïbes
Combertty <b>RODRIGUEZ</b>	Coordinateur régional principal, Amérique latine
Gabriela <b>BONILLA</b>	Coordinatrice, Amérique latine

### **EXCUSÉS:**

AFT/USA, AOb/Pays-Bas, GEW/Allemagne, Rob Copeland

### **PRESIDENCE**

Jan Eastman, Secrétaire générale adjointe de l'IE

## **1. ACCUEIL ET PRESENTATIONS**

Jan Eastman (JE) ouvre la réunion et accueille les participant(e)s. Nicolás Richards (NR) exprime l'espoir que la réunion apportera plus de clarté au travail partagé de la coopération au développement. Les participant(e)s se sont présenté(e)s et ont exprimé ce qu'ils/elles attendaient de la réunion. Il a été demandé de manière répétée d'éclaircir l'interprétation du travail de la coopération au développement et d'identifier les points faibles du travail dans ce secteur. Des thèmes tels que l'impact de la crise économique sur l'éducation et l'aide au développement ont été soulevés, et le développement des capacités des syndicats a été identifié comme une priorité.

JE a fait allusion au contexte changeant dans lequel la coopération au développement a lieu, depuis les premières réunions du secteur et depuis l'élaboration du document politique sur la coopération au développement de 1997. Pour mieux répondre au contexte en évolution, il a semblé pertinent d'examiner les facettes actuelles de la coopération au développement et de les présenter dans un document. Non seulement la terminologie est en évolution, mais aussi les attentes des gouvernements à propos de l'usage de leurs fonds pour la coopération au développement. La réunion de coopération au développement de 2009 a été l'occasion d'adopter une vision unifiée du travail du secteur et de poser les bases pour les futures réunions.

Afin d'améliorer la planification et la programmation des futures réunions, JE a recommandé l'établissement d'un petit groupe de planification. La réunion de coopération au développement a pour but de refléter et de représenter les priorités du groupe au sens large, et par conséquent, les commentaires des participant(e)s lors de l'étape de planification devaient être bien accueillis.

Les réactions des bureaux régionaux ont indiqué le besoin de renforcer les syndicats (pour qu'ils soient démocratiques, représentatifs et indépendants) et de clarifier ce que signifie des syndicats « forts ». Fragmentation et unité étaient des thèmes majeurs lors du Congrès de l'IE de 2007. L'alignement syndical est aussi important, de même que l'érosion des syndicats à la suite du départ à la retraite des enseignant(e)s et du vieillissement des effectifs. La lutte pour l'égalité des sexes et le soutien aux réseaux de femmes sont essentiels. JE a souligné que la Première Conférence mondiale des femmes de l'IE aura lieu au mois de mai 2010.



Fred van Leeuwen (FvL) a souhaité la bienvenue aux participant(e)s et a déclaré que la coopération au développement est la tâche maîtresse de l'IE. Ceci est d'autant plus important, étant donné le contexte économique mondial actuel. Il a souligné une baisse des subventions accordées au développement, mais espère que la tendance soit temporaire. Compte tenu de cela, il est nécessaire de soutenir les syndicats du Sud et de les rendre plus forts. Le développement professionnel a été mis en avant comme thème prioritaire à développer, lors du Congrès de l'IE en 2007, et l'IE a pris des initiatives en ce sens. L'IE soutient les initiatives relatives à la formation des enseignant(e)s, de façon à ce que les enseignant(e)s non qualifié(e)s deviennent qualifié(e)s. FvL considère que cette initiative pourrait être incluse dans un programme EPT/SIDA remodelé qui s'attèlerait à la formation des enseignant(e)s. Il a rappelé que le Congrès avait attiré l'attention sur le Moyen-Orient et l'Asie centrale, et sur la nécessité de travailler avec les syndicats de ces régions pour les aider à s'approcher davantage des valeurs de la fédération de l'IE. Il a remercié les partenaires de la coopération au développement qui ont fait des efforts en ce sens, et a appelé tous les partenaires à ne pas oublier la région du Moyen-Orient.

- Examen du compte-rendu de la réunion de novembre 2008:  
Le compte-rendu de la réunion de coopération au développement de 2008 a été examiné par toutes et tous, et approuvé.
- Bref examen de l'ordre du jour et annonces:  
Changements/ajouts : JE a proposé une séance plénière pour la discussion sur le document de coopération au développement au lieu d'un travail en groupes. Elle a expliqué que le document pourrait être approuvé par le Bureau exécutif de l'IE, mais que la prochaine réunion était début décembre et que, par conséquent, le calendrier n'était pas favorable. Henrik Herber (HH) a suggéré qu'il pourrait être utile d'avoir un groupe de travail qui se penche non seulement sur le document de coopération au développement, mais qui coordonne aussi la planification des prochaines réunions de coopération au développement. JE a suggéré d'ajouter ce point à la discussion sur la coopération au développement lors de la deuxième journée.

## 2. Questions clés et priorités dans les régions

### Discussion générale:

HH a souligné que de nombreux thèmes étaient récurrents au travers des régions, notamment le manque de capacité syndicale pour défendre les objectifs de l'EPT. Il a souligné la nécessité d'une compréhension collective de la force syndicale.

Agnès Breda (AB) a soutenu l'importance de renforcer les syndicats et a indiqué que l'indépendance était tout aussi importante, et peut seulement être atteinte en recueillant des cotisations; des syndicats forts ont besoin de membres militants et cotisants.

David Edwards (DE) a soulevé le thème d'une affiliation décroissante dans certains pays, l'attribuant à la tendance à engager des enseignants volontaires. L'IE a un rôle majeur à jouer pour souligner l'impact négatif des enseignants volontaires sur la base de recherches pertinentes et continues, et cela devrait être inclus dans sa politique sur la coopération au développement.

Flemming Sorensen (FS) a demandé que des informations fondamentales sur les syndicats dans les régions soient rendues disponibles, et s'est demandé si de telles informations étaient disponibles dans les bureaux régionaux ou si c'était le siège de l'IE qui s'en chargeait.



Assibi Napoe (AN) a fait part de l'audit de capacité, en expliquant qu'en 2004, le Bureau régional africain a effectué un audit et l'a présenté à la réunion de coopération au développement. Les syndicats étaient divisés en trois catégories au niveau de leur développement (développés, en développement, et les syndicats jeunes et fragiles ayant besoin de soutien). Dans ce contexte, le Bureau régional a poussé pour une coopération Sud-Sud où les syndicats africains forts soutiendraient des syndicats plus faibles dans d'autres pays.

Richard Langlois (RL) a présenté en particulier le cas d'Haïti, en soulignant que malgré beaucoup d'efforts la collecte des cotisations était un défi permanent pour le syndicat. Virginia Albert (VA) a précisé que la CUT s'était engagée à aider Haïti, avec une collecte de fonds et l'élaboration d'un plan stratégique pour les quatre prochaines années, en comptant sur le Bureau régional et les partenaires de l'IE pour la mise en œuvre du plan. Haïti est une priorité absolue pour la CUT. Helena Taxell (HT) a demandé de plus amples informations à propos de l'exercice de relevé dans les Caraïbes et soutient cette initiative. La surveillance, le suivi et l'évaluation sont cruciaux, afin d'identifier les obstacles à la mise en œuvre des projets et de partager les bonnes pratiques. Il faudrait se concentrer davantage sur les résultats que sur les activités lors de l'analyse des projets.

Au moment de conclure, JE a souligné l'intérêt d'une discussion étendue sur la recherche et a donné des indications sur les ressources de l'institut de recherche de l'IE et sur son travail. En bref, une approche stratégique est nécessaire concernant le financement du développement. En ce qui concerne la crise économique en particulier, l'IE mène la campagne « Levez la main pour l'éducation! » avec du matériel disponible sur le site Web de l'IE.

### **3. Réseau de coopération au développement: le modèle de Réseau de la CSI**

Jaap Wienen (JW) de la Confédération Syndicale Internationale (CSI) a fait une présentation sur le modèle de Réseau de la CSI. Le Réseau de coopération au développement de la CSI a été conçu pour maintenir la cohérence entre ses membres, en respectant l'autonomie de chaque syndicat. La cohérence et l'orientation sont les principes directeurs de l'approche. Le Réseau se concentre sur deux domaines de travail :

#### 1. Les programmes bilatéraux :

Il est demandé à tous les partenaires d'utiliser les lignes directrices ou le plan d'action de la CSI comme point de référence principal pour leurs projets. Ils informent la CSI et les partenaires de leurs activités. La CSI, pour sa part, maintient une base de données afin d'éviter la duplication des activités. Pour faciliter le bon fonctionnement du processus, il est impératif qu'il fonctionne dans les deux sens: la CSI s'engage à fournir des mises à jour régulières sur le travail de développement, en échange des informations sur les projets des partenaires.

#### 2. Le développement des capacités pour la surveillance, la planification et l'évaluation

Pour beaucoup d'organisations du Sud, l'évaluation et la surveillance sont un défi. La CSI cherche à sensibiliser les partenaires pour qu'ils montrent les effets et les résultats du travail de développement, à faire coopérer les partenaires du Nord et du Sud sur des indicateurs communs, et à jouer un rôle consultatif.

#### Programmes multilatéraux

Basés sur les priorités de la CSI élaborées de manière conjointe avec les partenaires et les structures

##### 1. Formations



- Changer la face de la mondialisation
- Renforcer les capacités de l'organisation
- 2. Défendre et promouvoir les droits humains et syndicaux
  - Les réseaux et les experts régionaux en matière de droits humains et syndicaux, dans la lutte contre l'injustice et les violations
  - Améliorer la circulation de l'information au sein de la CSI, ainsi que l'application des conventions clés de l'OIT dans les différents pays
  - L'enquête sur les droits humains et syndicaux est publiée chaque année. Les 300 pages nécessaires chaque année pour décrire la situation des droits humains et syndicaux dans le monde atteste de l'importance du travail
- 3. Egalité et lutte contre la discrimination
  - Les flux migratoires, créer des liens entre les pays de départ et les pays d'accueil, établir des bureaux d'aide pour soutenir les populations migrantes
  - Lutter contre le VIH/SIDA avec les Fédérations Syndicales Internationales (FSI) sur le programme de santé mondial
  - Organiser des zones de libre-échange
- 4. Les programmes multilatéraux sont organisés avec toutes les organisations de solidarité
  - Les organisations régionales jouent un rôle majeur
  - Renforcer le potentiel des syndicats pour qu'ils deviennent des acteurs de la coopération au développement. Par conséquent, le réseau de coopération au développement avec les organisations régionales et les FSI invitées.
  - Une plateforme pour la synergie et la coordination.
  - Les priorités de la CSI dans le travail de la coopération au développement sont de renforcer les positions syndicales, de fournir aux syndicats des informations de base, d'identifier les problèmes et les opportunités, de faciliter le rôle des syndicats comme acteurs importants du développement.

#### Commentaires:

FS a demandé s'il y avait des preuves que l'investissement dans le secteur de l'éducation ait des effets concrets sur le développement.

DE a demandé des précisions sur l'élaboration d'indicateurs communs et sur l'équilibre entre les questions de droits humains et syndicaux et les autres questions.

Roger Ferrari (RF) était intéressé par l'impact des organisations qui participent au réseau ?

AB a fait allusion au fait que les organisations donatrices offraient moins de fonds, et s'est dit en faveur d'une extension du modèle de coopération Sud-Sud.

JW a répondu que :

- La CSI ne disposait pas d'une enquête concernant l'impact des investissements dans l'éducation sur le développement, et que la CSI restait intéressée par les résultats dans ce domaine.
- Quant au secteur public sous pression, la priorité de la CSI est de rendre les membres conscients de leurs possibilités d'influencer les discussions internationales.
- Les indicateurs communs étaient une façon de mesurer le développement d'un pays. Le dialogue entre les organisations de soutien, les organisations régionales et les membres du Sud, et la création de quatre groupes de travail pour formuler des indicateurs, ont été de bons moyens pour permettre aux membres de la CSI de contribuer à la discussion sur l'efficacité de l'aide et la qualité du soutien reçu de la CSI.
- A propos de la crise financière, il a illustré le fait que beaucoup de membres ont des difficultés avec le financement des donateurs en raison de la crise. La CSI explore la possibilité d'obtenir davantage de fonds de sources en provenance de l'UE. De plus en plus, les organisations essaient d'obtenir des subventions par le biais de leurs propres membres.



JE a clôturé la séance en insistant sur la campagne relative à la crise économique « Levez la main pour l'éducation! ». Quant à la possibilité d'une enquête sur le financement menée par l'IE, celle-ci examinera la possibilité de travailler avec la CSI sur une enquête commune.

#### **4. Programme « Des éducateurs/trices de qualité pour tous/toutes »: le développement professionnel des enseignant(e)s**

Questions/commentaires supplémentaires/débat:

L'investissement de l'IE dans le développement professionnel a été applaudi. Il y a un manque de consultation constructive et d'implication des syndicats coopérants à ce jour, malgré leur connaissance et leur implication dans les pays énumérés. Ce programme pourrait être un outil excellent pour développer les affiliations, tout en cherchant à réduire le nombre d'enseignant(e)s non qualifié(e)s; il est dans l'intérêt du mouvement syndical enseignant de promouvoir des enseignant(e)s bien qualifié(e)s, qui travaillent dans des conditions acceptables, et de faire pression sur les gouvernements pour qu'ils investissent adéquatement dans une éducation et des éducateurs/trices de qualité.

La phase de mise en application du projet est en cours; l'objectif est d'atteindre le terrain et de faire en sorte que chaque enseignant(e) en classe ait un niveau de qualification et une formation appropriés, ce qui n'est pas toujours le cas. La déprofessionnalisation de l'enseignement est une réalité dans beaucoup de pays, et ce problème doit être traité en termes syndicaux.

Le rôle de syndicat en ce qui concerne la compétence professionnelle et la fonction politique est de défendre et d'exiger la formation des enseignant(e)s; une meilleure coordination et plus de transparence, étant donné que la pénurie d'enseignant(e)s est un symptôme, et non une maladie.

En clôturant la séance, NR a fait remarquer que la formation des enseignant(e)s est un problème critique et qui nécessite de continuer à en discuter.

#### **5. Projet de document politique relatif à la coopération au développement**

Les participant(e)s ont décidé de tenir une discussion en plénière sur le projet de document politique relatif à la coopération au développement, au lieu d'une discussion en petits groupes.

Contexte et statut: Le projet de mettre à jour la politique relative à la coopération au développement provient de la réunion de coopération au développement de 2006, et il a été décidé en 2007 qu'un processus complet devait être entrepris, sur recommandation de l'IE et de l'UEN, et non simplement une révision pour mettre à jour le document actuel, qui avait été adopté par l'IE en 1997. Ce projet a été un vaste sujet de discussion lors de la réunion de 2008, et il a été alors convenu de retenir les principes du document de 1997, tout en mettant à jour le cadre, y compris la référence à la nature politique du travail de coopération au développement à l'ère de la mondialisation, notamment dans le contexte actuel des crises mondiales; un nouveau projet devait être produit à la suite de cette réunion. S'engager dans le travail de coopération au développement et le soutenir pour et avec les membres est une tâche principale de l'IE.

Les documents à la base de la discussion en 2009 étaient :

- le document politique de 1997: Pour un partenariat transparent et constructif
- Le projet de document politique de l'IE/UEN (2008)



- Le compte-rendu des discussions de groupes de 2008
- Le projet de document politique relatif à la coopération au développement de l'IE, préparé par NR et envoyé aux participant(e)s.

Les réactions des bureaux régionaux de l'IE, les idées soumises lors d'une réunion de juin 2009 avec les partenaires coopérants nordiques et le modèle de coopération de la CSI ont été pris en compte lors de la discussion.

Précisions sur le processus: Pour mettre à jour le document politique relatif à la coopération au développement de 1997, afin de mieux refléter l'évolution du contexte, des rôles et des besoins des partenaires, et les points de vue actuels de la coopération au développement, sur base d'un consensus du groupe des partenaires de la coopération au développement. Le document serait ou pourrait être recommandé au Bureau exécutif, une fois terminé, comme ce fut le cas avec le document de 1997, et comme discuté précédemment en 2008. Il n'est pas, et n'a pas été conçu pour être, une résolution à présenter au 6<sup>ème</sup> Congrès mondial ; il serait cependant utile de pouvoir utiliser le document lors de discussions au congrès à venir.

Composantes: Un nouveau cadre pour le travail de coopération au développement, notamment les principes, les lignes directrices, les rôles des partenaires, y compris l'IE; le contexte et l'élan politiques dans lesquels le travail de coopération au développement est produit; des suggestions pour les stratégies et les mécanismes de la coopération au développement.

Questions/commentaires/préoccupations: quelles sont les ressources disponibles et comment en obtenir davantage; le document devrait également chercher à refléter les opinions des partenaires de la coopération au développement du Sud qui étaient absents; le dialogue devrait être large pour garantir un document fort, y compris avec les organisations dans les régions; les attentes des membres de l'IE, en ce qui concerne son rôle de coordination, varient et sont très vastes, y compris les attentes des bureaux régionaux; une politique ou seulement des lignes directrices - une suggestion consistait à avoir deux documents, un document politique et un document de lignes directrices - la question du chevauchement a été soulevée; un document contraignant ou non; inclure des suggestions sur la meilleure manière d'exécuter le travail de coopération au développement; inclure les aspects financiers du travail; intégrer la réalité dans laquelle le travail de coopération au développement a lieu; être plus qu'une déclaration de bonne intention; refléter la valeur de travailler ensemble.

Il a été décidé de constituer un groupe de travail pour avancer sur ces points.

Le groupe établi pour travailler sur le document relatif à la coopération au développement:  
Samidha Garg/NUT-Royaume-Uni; Hendrik Herber/Lararforbundet; Agnès Breda/UNSA education; David Edwards/NEA; Arnhild Bi-Larsen/UEN; Tore Asmussen/DLF ; Sonsoles Redondo/FECCOO; Cassandra Hallet/FCE; Emanuel Fatoma/Bureau régional africain; Virginia Albert/Bureau régional des Caraïbes; Combertty Rodriguez/Bureau régional latino-américain; Nicolas Richards/IE Bruxelles.

JE: Les organisations membres absentes sont invitées à également se joindre au groupe de travail, si elles le souhaitent. Contacter NR en tant que coordinateur.



## **6. Les salaires et les conditions de travail: un programme de l'IE pour l'Europe centrale et orientale**

Barry Fawcett, Conseiller de l'IE pour le Programme relatif aux salaires et aux conditions de travail en Europe centrale et orientale, a effectué une présentation.

Des commentaires et questions ont été formulés concernant :

Le partenariat tripartite vis-à-vis du gouvernement en tant qu'employeur; d'autres projets, par exemple le Projet d'Asie centrale peut bénéficier de ce type de formation; les Conventions 87 et 98 et les syndicats proches de leur gouvernement.

Conclusion: L'IE pourrait se charger du développement des compétences en matière de négociation.

## **7. Genre et égalité: Conférence mondiale des femmes 2010 et autres**

JE a présenté ce point de l'ordre du jour à l'aide d'un bref rapport selon lequel les femmes constituent la majorité des membres dans la plupart des pays, pourtant elle ne sont pas représentées de manière équitable au sein de la direction. Malgré d'énormes efforts, des formes systémiques de discrimination continuent à exister sur le lieu de travail, dans l'éducation et dans nos syndicats, ainsi que dans la société. Par conséquent, promouvoir l'égalité des sexes reste un objectif majeur de l'IE. JE a donné la parole à chaque région pour un bref rapport.

### Amérique latine

Le projet d'égalité des genres de la région promeut le dialogue en ce qui concerne l'égalité des chances dans les trois régions latino-américaines, par le biais d'un comité interinstitutionnel, qui met l'accent sur la nécessité d'élaborer une politique relative à l'égalité des chances avec le Bureau exécutif de chaque syndicat. Le projet a pour but d'avoir un membre du comité présent aux réunions du Bureau exécutif des syndicats pour promouvoir les questions de genre. En 2010, le projet d'égalité des genres a l'intention de mener des recherches et de publier du matériel sur les thèmes liés au genre.

### Caraïbes

VA a indiqué que, dans les syndicats d'enseignants des Caraïbes, la parité avait été largement atteinte. La plupart des femmes syndicalistes sentent qu'elles font partie intégrante de leur syndicat, et les femmes travaillent à tous les niveaux dans les organisations. Il y a quelques années, la plupart des réunions étaient fréquentées seulement par des hommes, mais grâce aux programmes subventionnés par la FCE exigeant la parité des sexes, les femmes sont maintenant très présentes. Il est devenu inutile de demander la parité des sexes, car les syndicats envoient automatiquement des déléguées. Les directions des syndicats dans les régions ont accepté de reconnaître les mérites d'une représentation équitable hommes-femmes, et des hommes participent à deux comités de femmes.

### Afrique

AN a donné un aperçu du Réseau des femmes africaines dans le secteur de l'éducation, AWEN. Etabli avec le soutien de la FCE en 1997, il a servi au départ de réseau pilote limité à la région d'Afrique de l'Ouest. La continuité du travail a été assurée par le Consortium constitué de CTF, Lararforbundet et UEN. Les résultats d'une évaluation de 2007 ont été très positifs. Cependant, il a été décidé que le réseau n'était pas juste pour les femmes. L'égalité devrait être une question d'impartialité, qui concerne tant les hommes que les femmes. Après 2007, le réseau a





été étendu à d'autres régions, et cinq réseaux supplémentaires ont été créés. Un coordinateur a été nommé responsable des réseaux.

#### Asie-Pacifique

Le concept des réseaux de femmes ne consiste pas seulement à renforcer les femmes, mais aussi les syndicats d'enseignants. L'idée n'est pas d'établir une structure parallèle, mais plutôt d'augmenter et de renforcer les affiliations. Trois réseaux de femmes ont été établis en Asie: SAARC, ASEAN et COPE.

L'objectif général des réseaux est d'atteindre l'égalité des sexes. En 1995, pendant le premier atelier régional, les femmes ont témoigné du fait qu'elles n'étaient pas consultées, ni entendues de manière équitable, et que leur opinion n'avait pas d'importance. Leurs préoccupations n'étaient jamais prises en compte. Les femmes étaient utilisées comme des éléments décoratifs.

La protection de la maternité a été présentée par l'OIT et a été discutée lors de conférences régionales, où il a été signalé qu'il n'y avait pas de protection pour les femmes dans la région. Cela a conduit à la formation d'ateliers régionaux.

Les réseaux ont débouché sur la formation de comités et de campagnes communes, et le soutien de Lararforbundet, la FCE, UEN et FES a été reconnu.

JE a mis l'accent sur la Conférence mondiale des femmes, qui se tiendra en 2010 à Bangkok, et qu'elle considère comme une grande occasion de connecter les réseaux régionaux, de définir ce qu'est l'égalité pour les hommes et les femmes, et d'aider l'IE à définir les orientations pour l'avenir. Elle a poursuivi qu'il était important de voir comment avancer avec l'éducation et au travers de l'éducation. JE a affirmé que toute assistance de la part des partenaires de la coopération au développement en faveur de la représentation des femmes serait utile, et a suggéré que le genre soit le thème de la prochaine réunion.

### **8. Dates de la prochaine réunion de coopération au développement**

Les dates de la prochaine réunion de coopération au développement, à savoir la troisième semaine de novembre, les 18-19 novembre, ont été approuvées.

### **9. Clôture**

La proposition d'établir un groupe de travail pour déterminer l'ordre du jour de la réunion de 2010 a été notée. Comme le grand groupe de travail s'est divisé en un groupe de rédaction et un groupe de réponse, il y a la capacité pour prendre aussi en compte la définition de l'ordre du jour.

JE invite les autres, présents ou absents, à envisager de se joindre au groupe de préparation de la prochaine réunion de coopération au développement. NR assurera la coordination.

Les feuilles d'évaluation de cette année et des années précédentes ont été demandées; JE a confirmé la distribution de ces feuilles avec le compte-rendu de la réunion.

Le personnel et les interprètes ont été remerciés, et la réunion ajournée.